

8 mars – Journée Internationale des luttes de Femmes

Tant que les femmes ne seront pas libres, nous resterons en marche !



Nous sommes touchées en plein cœur par une récession sociale, économique, écologique sans précédent, imposée par les marchés financiers, et les puissants de ce monde, ceux qui détiennent les richesses et les pouvoirs politique, économique et médiatique.

Les mesures d'austérité aggravent particulièrement la situation des plus faibles, des plus démunies, majoritairement des femmes : mères élevant seules leurs enfants ; femmes migrantes, souvent sans papiers ; femmes en situation économique précaire subissant le temps partiel ; travailleuses pauvres ; retraitées ayant subi les coupes sombres du système libéral ; victimes de violences machistes.

Les secteurs où les femmes sont majoritaires - aide à la personne nettoyage, vente, commerce - ont perdu énormément d'emplois et le taux de chômage des femmes augmente. Par conséquent, l'impact de la crise sur l'emploi a fait subir une forte pression sur les revenus du travail des femmes. Ce sont elles qui subissent de plein fouet cette guerre sociale que les banques et le système financier, avec ses institutions internationales - Banque Mondiale - FMI – BCE – UE – Agences de notation - ont entamée, avec la destruction des services publics de santé, d'éducation, d'accès à l'eau, de transports en commun ; avec la mise en cause des droits sociaux et de la protection des travailleuses et des travailleurs.

C'est aussi une période où nos libertés sont menacées : les freins à la liberté de disposer de son corps se multiplient avec la disparition des centres IVG et des maternités ; les violences que les femmes subissent parce qu'elles sont femmes, réduites à l'état d'esclaves ou d'objets sexuels s'aggravent en contexte de crise économique. La traite des femmes à des fins de prostitution rapporte plus d'argent que jamais dans le commerce international semi-mafieux. L'autonomie financière, qui manque à de plus en plus de femmes, est pourtant ce qui leur permet d'être protégée des violences, dans la famille, au travail, et face à un système prostitutionnel qui prône la prostitution comme une liberté et un choix.

De la même façon qu'ils ont opéré en Afrique où les populations ont été saignées à blanc par les remboursements de la dette, ils agissent actuellement en Europe où les mesures d'austérité sabrent les droits sociaux des femmes, accentuent leur pauvreté et aggravent les inégalités entre les hommes et les femmes.

Partout dans le monde, les femmes sont garantes de l'alimentation et de la survie de la famille, de la collecte des semences, de la biodiversité. Les prédateurs des multinationales saccagent l'agriculture, empoisonnent nos assiettes, capturent les territoires, avec comme seule vision le plus grand profit immédiat

En ce 8 mars 2012 la résistance est plus que jamais nécessaire. Avec les femmes du monde entier, nous voulons et agissons pour construire un autre monde :

Un monde où seront mis en oeuvre comme première priorité le bien-être social, la disparition des hiérarchies de sexe, de classe sociale ; une vie décente où sont garantis l'éducation, la santé, le logement, le transport, le travail, les loisirs ;

Un monde où la diversité est un atout et l'individualité autant que la collectivité sont sources de richesse ; un monde d'échanges sans contraintes où les paroles, les chants et les rêves bourgeonnent ;

Un monde où le partage des richesses entre les pays du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest sera équitable et solidaire.

Ce monde que nous voulons considère la personne humaine comme une des richesses les plus précieuses. Il y règne l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix.

Ce monde, nous avons la force de le créer !

Communiqué de presse Abolition 2012

« Pas d'égalité sans abolition de la prostitution »

Ce 8 mars 2012 prend un tournant historique. Un nouveau mot d'ordre s'impose dans les manifestations féministes : l'abolition du système prostitueur comme condition de l'égalité femmes-hommes.

Les 44 associations et l'ensemble des signataires de l'Appel Abolition 2012, ainsi que de nombreuses autres organisations portent le message de la nécessaire pénalisation des clients-prostitueurs et de l'abrogation du délit de racolage.

Ainsi, dans le cadre de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, de nombreuses initiatives portent ces revendications.

D'abord, la manifestation du 8 mars qui intègre un mot d'ordre tel que « *Pour une véritable politique abolitionniste, incluant une vraie réinsertion des personnes prostituées, l'abrogation du délit de racolage et une politique de responsabilisation et de pénalisation des clients.* » au milieu d'autres plus attendus comme « *L'égalité salariale maintenant* » ou « *Une véritable éducation non sexiste et non lesbophobe* ».

Puis, un ouvrage collectif, conçu comme un « programme politique des féministes » et ironiquement intitulé « *Mais qu'est-ce qu'elles veulent (encore) ?!* ». Là aussi, l'abolitionnisme prend enfin une place importante avec, parmi 30 mesures, une qui martèle l'impératif de « *Supprimer le délit de racolage passif, mettre en place des mesures de prévention et d'éducation, pénaliser les clients prostitueurs et accompagner les personnes qui souhaitent quitter la prostitution* ».

Si ce 8 mars 2012 a été résolument placé sous le signe de l'abolitionnisme, gageons que ceux des années à venir le seront encore plus !